

**Arrêté n° 881/2023/DREAL/UD88 du
mettant en demeure la société WM88
située à CHATENOIS**

07 AOUT 2023

de respecter des prescriptions relatives à la protection de l'environnement

La Préfète des Vosges,
Chevalier de la Légion d'Honneur,

- Vu le livre I, titre 7 du code de l'environnement et notamment son article L.171-8 et le livre V, titre Ier du code de l'environnement et notamment ses articles L. 514-5 et L. 512-11 ;
- Vu le décret du Président de la République du 05 octobre 2022, portant nomination de la Préfète des Vosges, Mme Valérie MICHEL-MOREAUX ;
- Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 1510 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté préfectoral du 29 avril 1960 en vue de l'exploitation d'une fabrique de meubles au nom de la société MANUEST – BREUIL et Cie ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 70/78 du 20 avril 1978 pour l'extension des activités d'application de peintures et vernis, de séchage de peintures et vernis ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 222/84 du 23 février 1984 autorisant l'extension du site suite à la modification de la chaufferie bois ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 283/2018 du 13 février 2018 modifiant les conditions d'exploitation en actant l'enregistrement de la rubrique 1510 ;
- Vu le récépissé de changement d'exploitant du 21 septembre 2011 au profit de la société WM88 ;
- Vu le rapport en date du 07 juillet 2023 suite à la visite de l'inspection des installations classées du 01 juin 2023, transmis à la société WM88, par courrier conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu le projet d'arrêté de mise en demeure, transmis par courrier à la société WM88, en date du 07 juillet 2023 ;

Considérant les non-conformités relevées relatives à l'absence d'état des matières stockées mise à jour à minima de manière hebdomadaire, à l'absence d'un schéma de tous les réseaux et d'un plan des égouts, régulièrement mis à jour, à l'absence de la vérification annuelle du séparateur d'hydrocarbures et à l'absence des analyses des eaux de rejets ;

Considérant que ce constat constitue des manquements aux dispositions des points 1.4.I. et 1.6.1., 1.6.4. et 11 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société WM88, de respecter les dispositions des points 1.4.I. et 1.6.1., 1.6.4. et 11 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé ;

Considérant que la société WM88, n'a pas émis d'observation au projet d'arrêté de mise en demeure, qui lui a été transmis le 07 juillet 2023 par l'inspection des installations classées ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture des Vosges,

Arrête

Article 1 - La société WM88 située 2 rue de la gare à CHÂTENOIS est mise en demeure de respecter les dispositions des points des points 1.4.I. et 1.6.1., 1.6.4. et 11 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 susvisé.

Pour ce faire, l'exploitant doit :

- sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, présenter à l'inspection un état des matières stockées mise à jour à minima de manière hebdomadaire ;
- sous trois mois à compter de la notification du présent arrêté, présenter à l'inspection un schéma de tous les réseaux et d'un plan des égouts ;
- sous deux mois à compter de la notification du présent arrêté, présenter à l'inspection tout élément permettant de justifier que la vérification annuelle du séparateur d'hydrocarbures est réalisée ;
- sous deux mois à compter de la notification du présent arrêté, présenter à l'inspection les résultats des analyses des eaux de rejets ;
- sous un mois à compter de la notification du présent arrêté, présenter à l'inspection une consigne relative à l'entretien et la mise en fonctionnement de la vanne d'isolement du bassin de rétention.

Article 2 - La société WM88, informera la Préfète des Vosges et l'inspection des installations classées de la réalisation de la mise en conformité stipulée à l'article 1 et transmettra les justificatifs adéquats dans les meilleurs délais en fonction de leur réalisation et au maximum un mois après les obligations susvisées.

Article 3 - Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 de cet arrêté ne serait pas satisfaite dans les délais fixés à compter de la signature du présent arrêté, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 4 - Le secrétaire général de la préfecture des Vosges et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société WM88, publié sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de deux mois et dont copie sera adressée au maire de la commune de Châtenois et au sous-préfet de Neufchâteau.

Fait à Épinal, le 07 AOUT 2023

La Préfète

Par délégation du Sous-Préfet,
Secrétaire Général

David PERCHERON

Délais et voies de recours : le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Nancy, dans un délai de deux mois à compter de sa notification.